



Lyon, le 22 juillet 2022

Page 1 / 2

Protection du patrimoine religieux : un rapport du Sénat salue l'action menée par la Région

Un rapport d'information sénatorial, mené par les sénateurs Pierre OUZOULIAS et Anne VENTALON, alertait, le 6 juillet dernier, sur l'état du patrimoine religieux en France. D'ici à 2030, entre 2 500 et 5000 églises sont menacées d'être abandonnées, vendues ou détruites. Ce rapport souligne toutefois l'exception qu'est la Région Auvergne-Rhône-Alpes en matière de protection du patrimoine religieux. Il salue les actions menées par la collectivité qui a consacré plus de 20 millions d'euros, entre 2018 et 2021, à la protection des édifices religieux.

Face à l'absence de grande politique nationale de valorisation du patrimoine religieux, les sénateurs ont observé une décentralisation de facto de cette compétence. Dans ce cadre, ils soulignent l'action menée par certaines collectivités et, principalement, la Région Auvergne-Rhône-Alpes : « *Les régions sont trop éloignées des réalités du terrain et restent peu investies sur le champ des politiques patrimoniales - à quelques exceptions près, comme la région Auvergne-Rhône-Alpes* », détaillent-ils.

La Région Auvergne-Rhône-Alpes mène en effet une politique ambitieuse en matière de valorisation et protection de son patrimoine religieux. **Depuis 2018, plus de 20 millions d'euros de fonds régionaux ont été dédiés à des opérations de restauration d'édifices religieux.**

Cette mission sénatoriale a été enclenchée après les nombreuses sollicitations de maires désemparés face aux dégradations de leur patrimoine religieux. En France, en effet, les communes sont propriétaires de l'essentiel des édifices du culte catholique. Alors que ces derniers subissent des détériorations régulières, souvent les municipalités manquent de moyens pour entretenir, réparer, rénover et préserver ce patrimoine religieux, historique et culturel. Selon les sénateurs, il s'agit d'un véritable « défi sociétal, notamment pour les territoires ruraux ».

Ils ont en effet observé des menaces croissantes, faisant craindre une dégradation rapide de l'état des églises en France : la sécularisation de la société, la désertification démographique des zones rurales, les contraintes budgétaires accrues des communes, etc. Ainsi, on estime que jusqu'à 5 000 églises pourraient disparaître, en France, d'ici à 2030.





Lyon, le 22 juillet 2022

Page 2 / 2

Face à cet inquiétant constat, les sénateurs estiment que les maires ont besoin d'un accompagnement plus important et d'une politique de valorisation des édifices religieux plus ambitieuse. Les maires sont bien souvent démunis face à l'entretien des monuments dont ils ont la charge : difficulté de financement, déficit d'ingénierie, manque de soutien de l'Etat.

Pourtant, la France dispose du patrimoine religieux le plus important d'Europe après l'Italie. Sur notre territoire, les églises disposent d'une grande valeur architecturale ou historique. A ce titre, 15 000 édifices religieux sont protégés au titre des monuments historiques. Il s'agit d'une composante essentielle du patrimoine de proximité, du bien commun qui dépasse le seul cadre spirituel. D'un point de vue historique, culturelle, artistique et architectural, les églises structurent nos paysages, définissent l'identité de nos territoires et incarnent les mémoires locales.

*« A bien des égards, nos églises incarnent toute la richesse de l'Histoire de France. Dans ces édifices, nos traditions se sont écrites, le génie artistique s'est illustré, des prouesses architecturales ont été faites, les mémoires se sont forgées. Cet inestimable patrimoine dépasse le cadre du spirituel et notre région en est un parfait exemple. Des chapelles baroques des Alpes aux églises peintes du Bourbonnais, en passant par nos grandioses cathédrales, Auvergne-Rhône-Alpes concentre toute l'abondance de l'art chrétien. Nous savons combien ces monuments comptent pour nos habitants, combien ils symbolisent l'histoire de nos territoires et la profondeur de notre culture. Jamais nous ne nous résignerons à voir cet héritage dépérir faute de moyens. Nous serons toujours aux côtés des maires qui luttent courageusement pour préserver ces morceaux d'Histoire. », déclare **Laurent WAUQUIEZ**, Président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.*

